

aucun mémoire. Voilà, à mon sens, la situation dans laquelle le Gouvernement se trouve.

J'ai une remarque à ajouter au sujet de notre mémoire concernant l'Autriche. Il existe aujourd'hui dans ce pays deux facteurs qui, de l'avis du moins du ministre des Affaires étrangères d'Autriche, sont d'une importance capitale. L'un d'eux est la réorganisation interne de l'Autriche conformément aux principes démocratiques. Aucune liberté n'est possible pour l'Autriche, sans le retrait aussi expéditif que possible des forces occupantes. Toutefois, une question qui revêt autant et peut-être même plus d'importance est celle qui se rattache à la définition des biens allemands en Autriche, et à ce que les Russes sont libres de faire en ce qui concerne la saisie des ressources autrichiennes pour leur propre usage. C'est là l'un des grands obstacles au relèvement de l'Autriche, et tant qu'on n'aura pas élucidé les termes de l'accord de Potsdam dans la mesure où ils portent sur la propriété des ressources de l'Autriche, le relèvement économique et politique de ce pays demeurera impossible. J'estime que notre Gouvernement a commis une grave erreur en s'abstenant d'aborder cet important facteur dans le mémoire qu'il a soumis.

Je désire profiter des quelques minutes qui me restent pour expliquer qu'aucun pays n'est plus intéressé que le Canada à la conférence de Moscou. A cause de sa situation géographique, politique et militaire, jamais notre pays ne pourra échapper à une guerre mondiale. Si nous convenons de ce fait, nous pouvons faire un pas de plus et affirmer qu'il se peut que, dans un prochain conflit le Canada devienne le champ de bataille d'une nouvelle guerre. Tout comme nous allons spontanément combattre un incendie chez le voisin afin d'épargner notre propre maison et en même temps empêcher que la conflagration ne s'étende à toute la ville, nous devons voir à éteindre tout feu couvant sous la cendre qui pourrait entraîner un conflit international et marquer la fin de la civilisation. Le refus du Canada de participer pleinement aux affaires internationales nous a valu, dans le passé, une désastreuse expérience. Deux fois en un quart de siècle, nous avons dû prendre le chemin de la guerre. Cent mille jeunes hommes, fine fleur de la jeunesse canadienne, gisent dans des terres étrangères où ils sont les témoins muets mais convaincants de l'effort que notre pays est prêt à fournir en cas de conflit. Quoi que puisse coûter la paix, son prix n'est jamais comparable à celui de la guerre. Quelque soit le prix que nous ayons à payer pour établir une paix permanente, j'estime qu'il faudra se guider sur les considérations que j'ai énumérées.

[M. Graydon.]

Entre les deux guerres, un homme d'Etat de notre pays,—je ne veux blâmer personne parce que je suppose que ce personnage exprimait l'opinion de l'époque,—n'a-t-il pas déclaré que notre sécurité était à toute épreuve et un autre n'a-t-il pas dit que les événements d'Ethiopie ne valaient pas la peine qu'on sacrifiât une seule vie canadienne? Bien plus, durant l'année qui a précédé la guerre, un honorable député s'est levé pour demander à la Chambre d'adopter une résolution déclarant notre neutralité en cas de conflit armé. Ces faits et gestes révélaient une tendance générale.

Il nous appartient, monsieur l'Orateur, de prendre au pays les moyens de prévenir à jamais une nouvelle hécatombe universelle, de ne jamais laisser en liberté les sauvages fauteurs de guerre. J'ai assisté à diverses conférences internationales. J'ai entendu des hommes habiles à décrire les situations de l'heure; mais quand il s'est agi d'exprimer une pensée commune à tant d'entre nous, c'est un bambin de treize ans qui véritablement trouvé les mots justes pour définir l'objectif visé par les Nations Unies. Je ne saurais garantir l'authenticité des faits que je tiens cependant de source digne de foi. Notre bonhomme s'était rendu à Londres, à ses propres frais, afin d'assister à la première assemblée générale des Nations Unies, à laquelle un certain nombre d'entre nous ont participé. Après une attente qui s'était prolongée toute la matinée et une partie de l'après-midi dans la brume et le froid londoniens, il finit par trouver place dans la tribune réservée aux visiteurs. Mais sur son chemin quelqu'un l'arrête et lui demande ce qu'il faisait là. "Je ne sais au juste, de répondre le garçonnet, mais écoutez plutôt mon histoire. Je n'ai que treize ans. Il y a deux ans et demi ma mère, une excellente femme, a été victime du "blitz" à Plymouth. L'aîné de mes frères est resté sur la tête de plage normande; le deuxième a perdu une jambe en Belgique et mon père est dans une maison de santé, victime lui aussi des bombardements allemands d'il y a un an ou deux. On m'a dit, poursuivit-il, qu'ici on cherche à organiser la paix et j'espère, monsieur, qu'il se trouvera quelque part quelqu'un pour aviser d'un moyen d'assurer que jamais un autre foyer, où qu'il soit, ne connaîtra le même sort que le nôtre."

Telle est notre tâche, monsieur l'Orateur; à nous d'agir.

M. M. J. COLDWELL (Rosetown-Biggar): Monsieur l'Orateur, vu le peu de temps qui nous sépare de la conférence des premiers ministres à Moscou, le présent débat nous arrive à son heure. A mon sens, il importe que le